

## La proposition du CCFD

### **Promouvoir la démocratie et inscrire la politique de coopération avec l'Afrique à l'échelon européen.**

La France doit cesser le soutien diplomatique, financier et militaire à des régimes autoritaires. En tant qu'actionnaire du FMI et de la Banque mondiale, elle doit obtenir que ces institutions cessent de dicter aux pays du Sud leurs politiques économiques. Au contraire, en cohérence avec les accords de Cotonou entre l'Union européenne et l'Afrique, la France doit conditionner l'aide aux Etats à de réels progrès en matière de procédures démocratiques, de respect des libertés fondamentales et de transparence budgétaire.

### **Analyse des propositions des partis**

#### **PCF**

---

Le programme du PCF parle « *d'une Europe agissante pour une mondialisation de solidarité* » comme d'une exigence : « *La France et l'Europe doivent bannir de leur politique tout aspect de néocolonialisme, cesser de soutenir des régimes bafouant les droits humains et fermer leurs bases militaires permanentes à l'étranger.*

*L'Union a un grand rôle pour développer de nouvelles relations en Méditerranée, avec les pays du Sud en général, et tout particulièrement avec l'Afrique et l'Amérique Latine. »*

Dans son programme, Marie-George Buffet confirme qu'elle veut « *en finir avec la "Françafrique" et les pratiques néo-coloniales* ». Pour elle, la France « *devra contribuer (...) à la mise en cause des plans d'ajustement structurels fondés sur les critères du néo-libéralisme et répondre aux urgences sociales et aux besoins sociaux élémentaires.* »

#### **Commentaire**

Le PCF reprend l'essentiel de nos demandes, insistant notamment sur le rôle de l'Europe pour sortir du face à face Afrique – France.

---

#### **Verts**

---

Le programme des Verts propose la « *fin des conditionnalités imposées par la banque Mondiale et le FMI en matière de politique économique (privatisations, libéralisation, politique fiscale ou budgétaire)* ». Il propose aussi « *la publication des accords de défense passés et présents et la fermeture des bases militaires de la France en Afrique hormis celles prévues dans le cadre du programme de*

*renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP) ». Enfin, pour les Verts, « si l'UE doit parler d'une seule voix sur le plan international, c'est [aussi] pour assurer un vrai rôle de solidarité à la coopération entre Nord et Sud. »*

## **Commentaire**

Les Verts reprennent mot pour mot plusieurs revendications de la campagne « état d'urgence planétaire » et veulent donner un rôle accru à l'Europe en matière de solidarité internationale. De façon surprenante au vu de leur engagement traditionnel contre la « Françafrique », les Verts ne font apparaître la cessation du soutien aux régimes autoritaires qu'entre les lignes, le programme parlant du « *problème de la mémoire, de l'impunité et du devoir de réparation* » et proposant un « *audit public sur les responsabilités de la France depuis 1945 en Afrique* ».

---

## **PS**

---

Le programme du PS affirme que les modalités de l'aide « *devront changer pour utiliser davantage des formules multilatérales et s'appuyer plus sur les ONG qui sont sur le terrain. Ses critères également : transparence, respect des Droits de l'Homme, lutte contre la corruption* ». Il propose de « *réformer le FMI et la Banque mondiale (...) en remettant en cause la politique de conditionnalité* ». Enfin, le PS estime que « *Dans certains domaines, la politique européenne doit être le vecteur majeur de notre action. Ainsi, pour notre politique africaine : l'invention d'une autre voie, rompant avec la 'France/Afrique'* »

Parmi ses 100 propositions, Ségolène Royal veut « *réformer profondément le FMI et la Banque mondiale pour en faire des instruments au service du développement humain* ». Dans son discours de Villepinte, elle a indiqué que « *L'aide publique [serait] radicalement réformée et (...) [cesserait] d'alimenter les gouvernements corrompus.* ».

Dans sa lettre à Jean-Marie Fardeau du 7 février 2007, elle a des mots fermes à l'égard de la « *Françafrique* » et de « *la multiplication des interventions militaires improvisées au profit de régimes réputés amis [qui] nous détournent des objectifs de développement* ».

## **Commentaire**

Le programme du PS semble assez clair quant à l'arrêt du soutien aux régimes autoritaires, la normalisation des relations militaires, la fin des conditionnalités économiques du FMI et de la Banque mondiale et le besoin d'un rôle accru de l'Europe en matière de coopération.

Toutefois, lorsque le PS affirme que « *notre politique extérieure, sans méconnaître les réalités internationales et les intérêts nationaux, sera guidée par des principes : droits de l'Homme (...)* », nous nous interrogeons sur l'équilibre entre les intérêts nationaux et le respect des principes énoncés. Il ne faut pas oublier que c'est au nom

d'intérêts nationaux que François Mitterrand, en 1981, s'est inscrit dans la continuité de la politique menée par ses prédécesseurs.

---

## UDF

---

L'avant-projet de l'UDF affirme que « *La démocratie (...) exige que l'aide internationale à laquelle nous participons soit conditionnée au respect des droits de l'homme et à des élections libres. Il faut donc tourner la page sur une politique africaine qui a trop souvent composé avec des dictateurs aux petits pieds.* »

### Commentaire

L'UDF est très claire quant au besoin de conditionner l'aide à des progrès en matière démocratique et de rompre avec le soutien aux « *dictateurs* », même si la régularisation des relations militaires n'est pas mentionnée. L'idée de donner un rôle accru à l'Europe en matière internationale est également présente dans l'avant-projet et dans les propos de François Bayrou, notamment à l'issue du colloque sur le co-développement le 30 janvier 2007.

En revanche, rien n'est dit concernant les mesures d'inspiration ultra-libérale imposées par le FMI et la Banque mondiale, qui contredisent pourtant l'idée même de choix démocratique par les pays aidés.

---

## UMP

---

Le programme de l'UMP promet : « *Nous ne soutiendrons ni les dictatures, ni les pays dirigés par des régimes corrompus* ». Il propose de « *refonder la politique africaine de la France sur des relations transparentes et officielles entre pays démocratiques* » et en matière d'aide au développement, de « *n'accorder notre soutien qu'aux régimes qui défendent la démocratie et qui luttent activement contre la corruption* ».

Ce programme fait écho aux propos de Nicolas Sarkozy en mai 2006, à Bamako « *Nous ne devons plus accepter que l'aide au développement puisse devenir une prime à la mauvaise gouvernance et aux régimes prédateurs* » puis à Cotonou « *Il nous faut construire une relation nouvelle [entre la France et l'Afrique], assainie, décomplexée, équilibrée, débarrassée des scories du passé (...)*

*Cette relation doit être plus transparente. Il nous faut la débarrasser des réseaux d'un autre temps, (...) définitivement tourner la page des complaisances, des secrets et des ambiguïtés. (...) Nous voulons dialoguer sur un pied d'égalité, entre partenaires responsables. (...) [Nos] valeurs de démocratie, de respect des droits de l'homme, de bonne gouvernance, nous les défendons partout (...). Nous devons les défendre en Afrique comme ailleurs* ».

### Commentaire

L'UMP et son président se sont clairement engagés à rompre avec le soutien aux régimes autoritaires et corrompus, mais ils restent muets sur l'interventionnisme

militaire. De plus, on peut s'interroger sur la sincérité de cet engagement lorsque Nicolas Sarkozy dit apprécier Denis Sassou Nguesso, le bourreau du peuple congolais, et Omar Bongo, le président gabonais au pouvoir depuis 40 ans (cf. interview dans *Jeune Afrique*, 5-11 novembre 2006).

Par ailleurs, l'UMP ne dit rien des politiques du FMI et de la Banque mondiale, ni de l'eupéanisation nécessaire de la politique de coopération. D'une manière générale, l'Afrique est surtout présente dans le projet de l'UMP sous l'angle des questions migratoires, l'aide étant envisagée comme un outil de maîtrise des flux migratoires.

---